



# COMMUNICATION IRRESPONSABLE !!!

Une des actions des syndicats est d'être en mesure de communiquer et d'informer les agents librement. Les organisations syndicales (OS) sont tenues de collecter des informations relatives à des personnes, des situations ou des événements.

Une mauvaise gestion de ces informations personnelles peut être extrêmement préjudiciable pour les personnes concernées, susceptibles de devoir faire face à des répercussions professionnelles et personnelles importantes.

Cela signifie que lorsqu'une OS utilise et diffuse des informations, elle doit veiller à respecter certains principes, le tout premier étant la véracité de l'information pour ne pas porter atteinte aux personnes.

Et pourtant, le 08 septembre 2022, les secrétaires généraux de l'**UFAP UNSa Justice Paca Corse** ont publié un communiqué intitulé : « **Arles – Affaire COLONNA : LES BOURDES** » dénonçant une affaire semblable au « **stade de France** », affirmant que l'administration aurait détruit les « *vidéos pouvant innocenter, professionnellement, un agent accusé à tort lors du meurtre d'Yvan COLONNA* ».

Ils affirment que l'administration aurait refusé à l'agent de la Maison Centrale d'Arles, mis en cause dans les conclusions finales du rapport de l'Inspection Générale de la Justice (IGJ) suite à l'assassinat d'Yvan COLONNA :

- ➔ **LA TRANSMISSION DU RAPPORT INTERNE.**
- ➔ **LA TRANSMISSION DU PROCÈS-VERBAL (PV) D'AUDITION.**
- ➔ **LA PROTECTION FONCTIONNELLE.**

Ces « **INFORMATIONS ERRONÉES** » ont été divulguées, diffusées, et ont vivement fait réagir en Corse.

Face à cette communication qui prenait de l'ampleur alors que nous la supposions trompeuse et mensongère, les représentants régionaux **FO Justice PACA-Corse** et le secrétaire général **FO Justice**, se sont immédiatement inquiétés et sont intervenus auprès du directeur de l'administration pénitentiaire (DAP) afin de vérifier la véracité des propos et, le cas échéant, de rétablir la vérité.

Le DAP a rapidement fait le nécessaire, en lien avec le directeur interrégional des services pénitentiaires (DISP) de Marseille, pour rappeler à l'ordre les secrétaires généraux de l'**UFAP UNSa Justice Paca Corse**, en rétablissant la vérité, à savoir :

- ➔ **QUE L'ENSEMBLE DES ENREGISTREMENTS D'IMAGES VIDÉO CONCERNANT LA ZONE DU REZ-DE-CHAUSSÉE, ONT ÉTÉ REMIS SUR RÉQUISITION JUDICIAIRE AUX ENQUÊTEURS DE LA SOUS-DIRECTION ANTI-TERRORISTE (SDAT) ET SONT COUVERTS PAR LE SECRET DE L'INSTRUCTION.**
- ➔ **QUE LE RAPPORT DE L'IGJ AVAIT DÉJÀ ÉTÉ COMMUNIQUÉ À L'AGENT DE LA MAISON CENTRALE D'ARLES, MIS EN CAUSE DANS LE RAPPORT.**

→ **QUE LA PROTECTION FONCTIONNELLE N'AVAIT PAS ÉTÉ ACCORDÉE À CET AGENT, CAR CELUI-CI N'ÉTAIT PAS MIS EN CAUSE PÉNALEMENT, NI VICTIME D'UNE ATTEINTE VOLONTAIRE PERPÉTRÉE CONTRE SA PERSONNE.**

→ **QU'IL N'Y AVAIT PAS DE PV DES DÉCLARATIONS FAITES PAR L'AGENT DEVANT LES MEMBRES DE L'IGJ.**

Et en dépit des communiqués des partis nationalistes corses et du rappel à l'ordre du DISP de Marseille, nous déplorons le fait que ce « **communiqué irresponsable** » n'ait pas été retiré des réseaux sociaux nationaux et régionaux de l'**UFAP UNSa Justice**... avec au passage des excuses publiques pour assumer leur incompétence.

Pour ce qui est du syndicat **FO Justice**, nous ne voulions pas communiquer sur les « **ERREURS** » commises par l'**UFAP UNSa Justice Paca Corse** pour préserver toutes les personnes concernées et touchées par le meurtre d'Yvan COLONNA. Mais, il a fallu l'intervention du secrétaire général **FO Justice** auprès du DAP pour que l'agent de la MC d'Arles ne soit pas une « **victime collatérale** » de ce tract !!!

Heureusement les résultats de l'enquête du journal quotidien régional « **Corse matin** » ont été publiés le mercredi 14 septembre et ont ainsi mis fin à une polémique montée de toutes pièces !!!

Le quotidien informe que ce communiqué syndical a jeté le trouble dans un dossier ultra-sensible dans lequel ont réagi les mouvements nationalistes corses.

L'enquête du quotidien et l'intervention de Maître Emmanuel MERCINIER-PANTALACCI, qui défend les intérêts des proches d'Yvan COLONNA, ont été nécessaires pour informer chacun que les allégations contenues dans ce tract étaient fausses.

**FO Justice** condamne le caractère irresponsable et dangereux de ce type de communication !!!

**FO Justice** continuera de vous informer et de défendre vos intérêts, hors de toute communication « électoraliste ».

**FO Justice** continuera de travailler et d'intervenir auprès du ministère de la Justice et de la DAP pour s'assurer que l'agent de la MC d'Arles ne soit pas victime de la défaillance et des lacunes de notre administration.

Car la réalité commune à TOUS est que l'IGJ n'a pas pointé du doigt le vrai responsable : L'État !!!



**NOTRE RÉSISTANCE  
VOTRE PROTECTION ET  
VOTRE INFORMATION !!!**

Scannez-moi  
pour accéder  
à l'article  
de presse



Pour l'**UISP FO Justice PACA-Corse**  
le, 14/09/22

